

Service Prévention des Risques Anthropiques
Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement
Mission Reconquête des Territoires Dégradés
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 7 novembre 2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Partie nominative

SRF SA

3 AVENUE NESSEL
68570 SOULTZMATT

Affaire suivie par : HEINTZ Jeremie
Téléphone : 03 88 13 06 25
Courriel : jeremie.heintz@developpement-durable.gouv.fr
Références : 0006700354/JH/AR

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 07/06/2022 de l'établissement SRF SA implanté 3 avenue Nessel 68570 SOULTZMATT. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- M. HEINTZ Jeremie, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- M. Jean-Paul DIRINGER, maire de Soultzmatt ;
- M. Raymond HECK, adjoint au maire de Soultzmatt ;
- Mme Josianne SCHITLY, responsable des affaires générales.

Le courriel d'échange avec l'administration est adresse non renseignée.

| Rédacteur | Vérificateur | Approbateur |
|---|--|--|
| L'inspecteur de l'environnement HEINTZ Jeremie | le Chef de l'Unité Départementale du Haut-Rhin : Caroline TEYSSIER | Par délégation l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines : Sébastien CODINA |

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 07/06/2022 de l'établissement SRF SA implanté 3 avenue Nessel 68570 SOULTZMATT, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 19/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SRF SA

3 AVENUE NESSEL
68570 WINTZFELDEN

Références : 0006700354 JH/AR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement SRF SA implanté 3 avenue Nessel 68570 SOULTZMATT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SRF SA
- 3 avenue Nessel 68570 SOULTZMATT
- Code AIOT : 0006700354
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

L'inspection du 07/06/2022 a porté sur les parcelles 9 et 34 de la section 27 de la commune de Soultzmatt soit une partie du site SRF. SRF a exploité, sur ce site, des installations de fabrication de pièce moulée (fonderie), d'usinage et de mise en peinture. Elle y a été autorisée par les arrêtés préfectoraux du 27/10/1986 et du 09/05/2001. La société a été mise en liquidation judiciaire le 04/06/2009 et Maître KOCH a été nommé liquidateur judiciaire. Il a notifié la cessation d'activité le 23/09/2009. Le site est composé des parcelles 9, 34 et 35 de la section 27 de la commune de Soultzmatt.

La parcelle 35 a déjà fait l'objet du PV de récolement partiel du 09/09/2021 pour un usage résidentiel.

Le site a été acheté par la mairie de Soultzmatt.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Cessation d'activité | Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------|---|--|-------------------|
| 2 | Cessation d'activité | Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2 | / | Sans objet |
| 3 | Cessation d'activité | Code de l'environnement du 01/03/2017, article R 512-39-3 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité a été constatée par l'inspection du 07/06/2022. La mairie a annoncé son accord pour un usage futur de type tertiaire par son courrier du 11/01/2022 pour les parcelles 9 et 34 de la section 27. L'usage futur est de type tertiaire. Les études ENVIROMA « Ville de SOULTZMATT Ancien site SRF Étude de dépollution du site Mise à jour - novembre 2017 » et « Ville de Soultzmatt Ancien site SRF Analyses des métaux dans les sols superficiels Mars 2021 » et le courrier du bureau d'étude Enviroma du 14 décembre 2021 ont conclu à la compatibilité des parcelles 9 et 34 de la section 27 de la commune de Soultzmatt avec l'usage tertiaire. Considérant le présent rapport de récolement et les constats de l'inspection du 07/06/2022 sur le site SRF à SOULTZMATT (68), les parcelles 9 et 34 de la section 27 de la commune de SOULTZMATT sont compatibles avec un usage tertiaire. Ce présent procès-verbal de récolement partiel est établi sur la base des éléments connus de l'administration lors de sa rédaction, il ne vaut pas quitus. La responsabilité de l'exploitant demeure entière en cas d'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. En particulier, des prescriptions visant à surveiller l'environnement autour du site pourront toujours être engagées à l'encontre de l'exploitant, même après établissement de ce procès-verbal. Selon l'article R. 512-39-4 du code de l'environnement, « À tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage. ».

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, notification et mise en sécurité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. |
| Constats : Les bâtiments du site ont été démolis à l'exception d'un hangar. Le site est clôturé. Il n'y a plus de déchets ou de produits liés à l'activité de SRF. La mise en sécurité est effective. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Cessation d'activité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, consultation sur l'usage futur |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p> |
| Constats : La mairie a annoncé son accord pour un usage futur de type tertiaire par son courrier du 11 janvier 2022 pour les parcelles 9 et 34 de la section 27. L'usage futur est de type tertiaire. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| N° 3 : Cessation d'activité |
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R 512-39-3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, compatibilité avec l'usage futur |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p> <p>III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p> <p>Constats : L'étude ENVIROMA « Ville de SOULTZMATT Ancien site SRF Etude de dépollution du site Mise à jour - novembre 2017 » intègre des analyses des eaux souterraines, des eaux superficielles et des sols :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les eaux souterraines, les analyses ont été faites sur 2 piézomètres présents sur le site. Il est mesuré un dépassement du seuil de potabilité en arsenic (0,02 mg/l mesuré/ 0,01 mg/l seuil de potabilité) ; • pour les eaux superficielles, des analyses ont été faites en amont et en aval du site. Les résultats analytiques font apparaître la présence uniquement d'aluminium sous le seuil de potabilité sans enrichissement entre l'amont et l'aval ; • pour les sols, des analyses ont été effectuées en métaux, hydrocarbures, HAP et PCB. Des concentrations importantes ont été mesurées notamment en : <ul style="list-style-type: none"> ◦ arsenic (max 90,1 mg/kg) ; ◦ chrome (max 38,6 mg/kg) ; ◦ plomb (max 483 mg/kg) ; ◦ mercure (max 0,62 mg/kg) ; |

- hydrocarbures (max 327 mg/kg) ;
- HAP (max entre 2,63 et 2,78 mg/kg) ;
- PCB n'ont détecté sur le site ;
- aluminium (max 16 200 mg/kg). Les résultats analytiques sont répartis autour d'une valeur moyenne de 10 309 mg/kg et un écart type de 3 386 mg/kg. L'échantillon prélevé hors site présente une concentration de 12 700 mg/kg MS. La présence naturelle d'aluminium peut s'expliquer par la nature des terrains.

Les études ENVIROMA « Ville de SOULTZMATT Ancien site SRF Étude de dépollution du site Mise à jour - novembre 2017 » et « Ville de Soultzmatt Ancien site SRF Analyses des métaux dans les sols superficiels Mars 2021 » et le courrier du bureau d'étude Enviroma du 14 décembre 2021 ont conclu à la compatibilité des parcelles 9 et 34 de la section 27 de la commune de Soultzmatt avec l'usage tertiaire.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet